

3° la restriction d'exploitation : la restriction d'exploitation telle que définie dans l'article 2, 6) du règlement (UE) n° 598/2014.

**Art. 2.** Le ministre est l'autorité compétente telle que visée au règlement (UE) n° 598/2014 en ce qui concerne l'aéroport Bruxelles-National.

Le ministre peut désigner un ou plusieurs services au sein du SPF Mobilité et Transports chargé d'évaluer les nuisances sonores et de préparer de nouvelles restrictions d'exploitation.

**Art. 3.** Le ministre peut introduire une restriction d'exploitation en application de l'article 8 du règlement (UE) n° 598/2014.

Le ministre ou son délégué peut autoriser des exemptions telles que visées à l'article 10 du règlement (UE) n° 598/2014.

**Art. 4.** L'arrêté royal du 25 septembre 2003 établissant des règles et des procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation à l'aéroport de Bruxelles-National est abrogé.

Les arrêtés d'exécution pris sur la base de l'arrêté mentionné au premier alinéa restent d'application jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou abrogés sur la base du présent arrêté.

**Art. 5.** Le ministre ayant la circulation aérienne dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité,  
G. GILKINET

3° exploitatiebeperking; de exploitatiebeperking zoals bedoeld in artikel 2, 6) van de verordening (EU) nr. 598/2014.

**Art. 2.** De minister is de bevoegde instantie zoals bedoeld in de verordening (EU) nr. 598/2014 voor wat betreft de luchthaven Brussel-Nationaal.

De minister kan een of meerdere diensten binnen de FOD Mobiliteit en Vervoer aanduiden die belast is of zijn met het evalueren van de geluidshinder en het voorbereiden van nieuwe exploitatiebeperkingen.

**Art. 3.** De minister kan, in toepassing van artikel 8 van de verordening (EU) nr. 598/2014, exploitatiebeperkingen opleggen.

De minister of zijn gemachtigde kan vrijstellingen, zoals bedoeld in artikel 10 van de verordening (EU) nr. 598/2014, verlenen.

**Art. 4.** Het koninklijk besluit van 25 september 2003 tot vaststelling van regels en procedures met betrekking tot de invoering van exploitatiebeperkingen op de luchthaven Brussel-Nationaal wordt opgeheven.

De uitvoeringsbesluiten genomen op basis van het in het eerste lid vermelde besluit blijven van toepassing tot ze op basis van onderhavig besluit worden gewijzigd of opgeheven.

**Art. 5.** De minister bevoegd voor het luchtverkeer is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, op 11 juni 2023

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Mobiliteit,  
G. GILKINET

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2023/31064]

#### 4 JUILLET 2024. — Arrêté royal relatif à l'intoxication à bord des navires

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code belge de la navigation, les articles 2.2.3.9, 1°, f, 2.5.1.2. et 4.1.2.8/3, § 4 ;

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 2009 concernant des brevets pour la navigation de pêche maritime ;

Vu l'arrêté royal du 28 juin 2019 relatif à la navigation de plaisance ;

Vu l'arrêté royal du 22 août 2020 relatif aux marins ;

Vu l'association des gouvernements de région ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 mars 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État du Budget, donné le 12 avril 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 20 avril 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Sur la proposition du Ministre de la Mer du Nord en du Ministre de la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### Article 1<sup>er</sup>. Définitions

Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° l'autorité requérante : l'autorité désignée par le Roi conformément à la loi du 25 décembre 2016 instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation.

#### Art. 2. Compétence de constatation

§ 1. Le présent arrêté s'applique à :

1° des navires de mer belges, à l'exception des navires de mer belges qui se trouvent dans les eaux intérieures belges ;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2023/31064]

#### 4 JULI 2023. — Koninklijk besluit betreffende de intoxicatie in de scheepvaart

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Belgisch Scheepvaartwetboek, artikelen 2.2.3.9, 1°, f, 2.5.1.2., en 4.1.2.8/3, § 4;

Gelet op het koninklijk van 13 november 2009 besluit inzake vaarbevoegdheidsbewijzen voor de zeevisserijvaart;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 juni 2019 betreffende de pleziervaart;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 augustus 2020 betreffende zeevarenden;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 7 maart 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatsecretaris van Begroting, d.d. 12 april 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 18 april 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Op de voordracht van de Minister van Noordzee en de Minister van Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### Artikel 1. Definities

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder;

1° de opvorderende overheid: de door de Koning aangewezen bevoegde autoriteit overeenkomstig de wet van 25 december 2016 tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten.

#### Art. 2. Vaststellingsbevoegdheid

§ 1. Dit besluit is van toepassing op:

1° Belgische zeeschepen, met uitzondering van Belgisch zeeschepen die zich bevinden in de Belgische binnenwateren;

2° des navires de plaisance inscrits conformément à l'article 5.2.1.2. du Code belge de la Navigation, à l'exception des navires de plaisance qui se trouvent dans les eaux intérieures belges ;

3° des navires de mer et des navires de plaisance opérant dans les zones maritimes belges ;

4° des navires de mer et des navires de plaisance quittant la Belgique vers les zones maritimes belges ;

5° des navires de mer et des navires de plaisance arrivant en Belgique depuis des zones maritimes.

§ 2. Les officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi, auxiliaire du procureur du Roi, le personnel du cadre opérationnel de la police fédérale et locale et le contrôle de la navigation peuvent imposer un test de l'haleine ou une analyse de l'haleine, tels que définis à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, un test salivaire, tel que défini à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, une analyse salivaire, telle que définie à l'article 5 et une analyse sanguine, telle que définie à l'article 6 conformément aux dispositions du présent arrêté à toute personne qui :

1° navigue, accompagne un conducteur en vue de l'apprentissage ou est en service actif sur un navire ;

2° est sur le point de naviguer, d'accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage ou d'être en service actif sur un navire.

Les tests et analyses visés au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent être effectués à bord et à quai.

### Art. 3. Imprégnation alcoolique : test de l'haleine, analyse de l'haleine et interdiction temporaire

§ 1<sup>er</sup>. Les agents de l'autorité visés à l'article 2, § 2 peuvent imposer un test de l'haleine qui consiste à souffler dans un appareil qui détecte le niveau d'imprégnation alcoolique dans l'air alvéolaire expiré. Les agents de l'autorité peuvent, dans les mêmes circonstances, imposer, sans test de l'haleine préalable, une analyse de l'haleine qui consiste à souffler dans un appareil qui mesure la concentration d'alcool dans l'air alvéolaire expiré.

§ 2. À la demande des personnes visées à l'article 2, § 2 à qui une analyse de l'haleine a été imposée, il est procédé immédiatement à une deuxième analyse et, si la différence entre ces deux résultats est supérieure aux prescriptions en matière de précision arrêtées par le Roi, telles que visées à l'arrêté royal du 21 avril 2007 relatif aux appareils de test et aux appareils d'analyse de l'haleine, à une troisième analyse.

Si la différence éventuelle entre deux de ces résultats n'est pas supérieure aux prescriptions en matière de précision ci-avant, il est tenu compte du résultat le plus bas.

Si la différence est supérieure, il est considéré qu'il n'a pu être procédé à l'analyse de l'haleine.

§ 3. Les appareils utilisés pour le test de l'haleine et pour l'analyse de l'haleine doivent être homologués, aux frais des fabricants, importateurs ou distributeurs qui demandent l'homologation, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 21 avril 2007 relatif aux appareils de test et aux appareils d'analyse de l'haleine.

§ 4. Il est procédé à une analyse de l'haleine lorsque le test de l'haleine détecte une concentration d'alcool d'au moins 0,22 milligramme par litre d'air alvéolaire expiré.

§ 5. La navigation, l'accompagnement d'un conducteur ou le service actif sont interdits à toute personne pour une durée de trois heures à compter de la constatation :

a) lorsque l'analyse de l'haleine mesure une concentration d'alcool, par litre d'air alvéolaire expiré, d'au moins 0,22 milligramme et inférieure à 0,35 milligramme ;

b) lorsqu'il ne peut être procédé à l'analyse de l'haleine et que le test de l'haleine détecte une concentration d'alcool, par litre d'air alvéolaire expiré, d'au moins 0,22 milligramme et inférieure à 0,35 milligramme.

§ 6. La navigation, l'accompagnement d'un conducteur en vue de l'apprentissage ou le service actif sont interdits à toute personne pour une durée de six heures à compter de la constatation :

a) lorsque l'analyse de l'haleine mesure une concentration d'alcool d'au moins 0,35 milligramme par litre d'air alvéolaire expiré ;

b) lorsqu'il ne peut être procédé à l'analyse de l'haleine et que le test de l'haleine détecte une concentration d'alcool, par litre d'air alvéolaire expiré, d'au moins 0,35 milligramme ;

c) en cas de refus du test de l'haleine ou de l'analyse de l'haleine.

2° pleziervaartuigen die ingeschreven zijn overeenkomstig artikel 5.2.1.2. van het Belgisch Scheepvaartwetboek, met uitzondering van pleziervaartuigen die zich bevinden in de Belgisch binnenwateren;

3° zeeschepen en pleziervaartuigen die opereren in Belgische maritieme zones;

4° zeeschepen en pleziervaartuigen die vertrekken vanuit België naar de Belgische maritieme zones;

5° zeeschepen en pleziervaartuigen die vanuit maritieme zones aankomen in België.

§ 2. De officieren van gerechtelijke politie, het personeel van het operationeel kader van de federale en lokale politie en de scheepvaartcontrole kunnen een ademtest of een ademanalyse, zoals gedefinieerd in artikel 3, § 1, een speekseltest, zoals gedefinieerd in artikel 4, § 1, een speekselanalyse zoals gedefinieerd in artikel 5 en een bloedanalyse, zoals gedefinieerd in artikel 6, opleggen in overeenstemming met de bepalingen van dit besluit aan iedereen:

1° die vaart, een bestuurder begeleidt met het oog op scholing of actief dienst doet op een schip;

2° of op het punt staat te varen, een bestuurder te begeleiden met het oog op scholing of actief dienst te doen op een schip.

De in paragraaf 1 vernoemde testen en analyses kunnen aan boord en aan wal worden afgenomen.

### Art. 3. Alcoholopname: ademtest, ademanalyse en tijdelijk verbod

§ 1. De overheidsagenten bedoeld in artikel 2, § 2 kunnen een ademtest opleggen die erin bestaat te blazen in een toestel dat het niveau van de alcoholopname in de uitgeademde alveolaire lucht aangeeft. De overheidsagenten kunnen in dezelfde omstandigheden, zonder voorafgaande ademtest, een ademanalyse opleggen, die erin bestaat te blazen in een toestel dat de alcoholconcentratie in de uitgeademde alveolaire lucht meet.

§ 2. Op verzoek van de in artikel 2, § 2 bedoelde personen aan wie een ademanalyse werd opgelegd, wordt onmiddellijk een tweede analyse uitgevoerd en, indien het verschil tussen deze twee resultaten meer bedraagt dan de door de Koning vastgestelde nauwkeurigheidsvorschriften, zoals bepaald in het koninklijk besluit van 21 april 2007 betreffende de ademtesttoestellen en de ademanalysetoestellen, een derde analyse.

Indien het eventuele verschil tussen twee van deze resultaten niet meer bedraagt dan de hierboven bepaalde nauwkeurigheidsvorschriften, wordt het laagste resultaat in aanmerking genomen.

Indien het verschil groter is, wordt de ademanalyse als niet uitgevoerd beschouwd.

§ 3. De toestellen gebruikt voor de ademtest en voor de ademanalyse moeten gehomologeerd zijn, op kosten van de fabrikanten, invoerders of verdelers die de homologatie aanvragen, overeenkomstig de bepalingen uit het koninklijk besluit van 21 april 2007 betreffende de ademtesttoestellen en de ademanalysetoestellen.

§ 4. Er wordt een ademanalyse verricht wanneer de ademtest een alcoholconcentratie van ten minste 0,22 milligram per liter uitgeademde alveolaire lucht aangeeft.

§ 5. Het varen, het begeleiden van een bestuurder of het actief dienst doen, is verboden voor iedere persoon voor de duur van drie uren te rekenen vanaf de vaststelling:

a) wanneer de ademanalyse een alcoholconcentratie meet van ten minste 0,22 milligram en minder dan 0,35 milligram per liter uitgeademde alveolaire lucht;

b) wanneer de ademanalyse niet uitgevoerd kan worden en de ademtest een alcoholconcentratie van ten minste 0,22 milligram en minder dan 0,35 milligram per liter uitgeademde alveolaire lucht aangeeft.

§ 6. Het varen, het begeleiden van een bestuurder met het oog op scholing of het actief dienst doen is verboden voor iedere persoon voor de duur van zes uren te rekenen vanaf de vaststelling:

a) wanneer de ademanalyse een alcoholconcentratie van ten minste 0,35 milligram per liter uitgeademde alveolaire lucht meet;

b) wanneer de ademanalyse niet uitgevoerd kan worden en de ademtest een alcoholconcentratie van ten minste 0,35 milligram per liter uitgeademde alveolaire lucht aangeeft;

c) in geval van weigering van de ademtest of van de ademanalyse.

§ 7. Si, pour une raison autre que le refus, il ne peut être procédé ni au test de l'haleine, ni à l'analyse de l'haleine et que la personne donne des signes évidents d'imprégnation alcoolique, il lui est interdit, pour une durée de six heures à compter de la constatation, de naviguer, d'accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage ou d'être en service actif.

Si pour une raison autre que le refus, il ne peut être procédé ni au test de l'haleine ni à l'analyse de l'haleine et que la personne se trouve apparemment en état d'intoxication, il lui est interdit, pour une durée de douze heures à compter de la constatation, de naviguer, d'accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage ou d'être en service actif.

§ 8. Avant que la personne ne soit autorisée à reprendre la navigation, l'accompagnement d'un conducteur en vue de l'apprentissage ou le service actif, une nouvelle analyse de l'haleine ou un nouveau test de l'haleine lui est imposé dans les cas visés aux paragraphes 6 et 7.

Au cas où cette analyse de l'haleine ou ce test de l'haleine mesure une concentration d'alcool d'au moins 0,35 milligramme par litre d'air alvéolaire expiré, ou en cas de refus de s'y soumettre, l'interdiction en vigueur est prolongée pour une période de six heures à partir de la nouvelle analyse de l'haleine ou du nouveau test de l'haleine ou du refus.

Toutefois, au cas où l'analyse de l'haleine ou le test de l'haleine mesure une concentration d'alcool par litre d'air alvéolaire expiré d'au moins 0,22 milligramme et inférieure à 0,35 milligramme, l'interdiction en vigueur est prolongée pour une période de trois heures à partir de la nouvelle analyse de l'haleine ou du nouveau test de l'haleine.

S'il ne peut être procédé ni au test de l'haleine, ni à l'analyse de l'haleine comme prévu dans les cas visés au paragraphe 7, l'interdiction en vigueur est prolongée pour la même période.

Les dispositions du paragraphe 2 et de l'article 6 ne sont pas d'application.

#### Art. 4. Autres substances qui influencent l'exécution des missions à bord : test salivaire et interdiction temporaire

§ 1<sup>er</sup>. Le test pour la détection de substances qui influencent l'exécution des missions à bord consiste en :

a) premièrement la constatation des indications de signes d'usage récent d'une des substances suivantes :

- Delta-9-tétrahydrocannabinol (THC)
- Amphétamine
- Méthylènedioxyméthylamphétamine (MDMA)
- Morphine ou 6-acétylmorphine
- Cocaïne ou benzoylecgonine

au moyen d'une check-list standardisée, dont les modalités d'application et le modèle sont déterminés par le Roi dans l'arrêté royal du 17 septembre 2010 relatif au modèle et aux modalités d'application de la check-list standardisée pour la constatation des indications de signes d'usage récent de drogue dans la circulation routière ;

b) ensuite, dans l'hypothèse où la check-list visée sous a) donne une indication de signes d'usage récent d'une des substances visées sous a), en un test salivaire.

En dessous des taux repris ci-dessous, le résultat du test salivaire n'est pas pris en considération :

Substance	Taux(ng/ml)	Stof	Gehalte (ng/ml)
Delta-9-tétrahydrocannabinol (THC)	25	Delta-9-tetrahydrocannabinol (THC)	25
Amphétamine	50	Amfetamine	50
Méthylènedioxyméthylamphétamine (MDMA)	50	Methyleendioxymethylamfetamine (MDMA)	50
Morphine (libre) ou 6-acétylmorphine	10	Morfine (vrij) of 6-acetylmorfine	10
Cocaïne ou Benzoylecgonine	20	Cocaïne of Benzoylecgonine	20

§ 2. La collecte des données nécessaires pour remplir la check-list standardisée et pour effectuer le test salivaire doit se limiter aux données strictement nécessaires à l'établissement des infractions au présent chapitre. Ces données ne peuvent être utilisées qu'aux fins judiciaires relatives à la répression de ces infractions.

§ 7. Wanneer, wegens een andere reden dan de weigering, noch de ademtest noch de ademanalyse kunnen worden uitgevoerd en de persoon duidelijk tekenen van alcoholopname vertoont, dan is het hem verboden voor de duur van zes uren, te rekenen vanaf de vaststelling, om te varen, een bestuurder te begeleiden met het ook op scholing of actief dienst te doen.

Wanneer wegens een andere reden dan de weigering noch de ademtest noch de ademanalyse kunnen worden uitgevoerd en de persoon zich blijkbaar bevindt in staat van intoxicatie, dan is het hem verboden voor de duur van twaalf uren, te rekenen vanaf de vaststelling, om te varen, een bestuurder te begeleiden met het oog op scholing of actief dienst te doen.

§ 8. Vooraleer aan de persoon wordt toegestaan opnieuw te varen, een bestuurder te begeleiden met het oog op scholing of actief dienst te doen, wordt hem, in de gevallen bedoeld in de paragrafen 6 en 7, een nieuwe ademanalyse of ademtest opgelegd.

In het geval deze ademanalyse of ademtest een alcoholconcentratie meet van ten minste 0,35 milligram per liter uitgedemde alveolaire lucht of in geval van weigering zich hieraan te onderwerpen, wordt het geldende verbod verlengd met een periode van zes uren, te rekenen vanaf de nieuwe ademanalyse of de ademtest of de weigering.

In het geval evenwel deze ademanalyse of ademtest een alcoholconcentratie meet van ten minste 0,22 milligram en minder dan 0,35 milligram per liter uitgedemde alveolaire lucht wordt het geldende verbod verlengd met een periode van drie uren, te rekenen vanaf de nieuwe ademanalyse of ademtest.

Wanneer noch de ademtest noch de ademanalyse kunnen worden uitgevoerd zoals bepaald in de gevallen bedoeld in paragraaf 7, wordt het geldende verbod, met dezelfde periode verlengd.

De bepalingen van paragraaf 2 en artikel 6 zijn hierbij niet van toepassing.

#### Art. 4. Andere stoffen die de uitvoering van opdrachten aan boord beïnvloeden: speekseltest en tijdelijk verbod

§ 1. De test voor het detecteren van stoffen die de uitvoering van opdrachten aan boord beïnvloeden bestaat uit:

a) eerst het vaststellen van indicaties van tekenen van recent gebruik van één van volgende stoffen:

- Delta-9-tetrahydrocannabinol (THC)
- Amfetamine
- Methyleendioxymethylamfetamine (MDMA)
- Morfine of 6-acetylmorfine
- Cocaïne of benzoylecgonine

aan de hand van een gestandaardiseerde checklist, waarvan de nadere toepassingsregels en het model door de Koning zijn bepaald in het koninklijk besluit van 17 september 2010 betreffende het model en de toepassingsregels van de gestandaardiseerde checklist tot vaststelling van indicaties van tekenen van recent druggebruik in het verkeer;

b) vervolgens, indien de gestandaardiseerde checklist bedoeld in a), een indicatie geeft van tekenen van recent gebruik van een van de stoffen bedoeld in a), het afnemen van een speekseltest.

Onder de hieronder vermelde gehalten wordt het resultaat van de speekseltest niet in aanmerking genomen:

§ 2. Het verzamelen van de gegevens die nodig zijn voor het invullen van de gestandaardiseerde checklist en voor het afnemen van de speekseltest moet zich beperken tot de gegevens die strikt noodzakelijk zijn voor de vaststelling van de overtredingen uit dit hoofdstuk. Deze gegevens mogen slechts worden gebruikt voor gerechtelijke doeleinden in verband met de bestraffing van deze overtredingen.

Les frais du test salivaire sont à charge de la personne examinée si le taux des substances tel que repris au paragraphe 1<sup>er</sup>, b) est prouvé.

§ 3. La navigation, l'accompagnement d'un conducteur en vue de l'apprentissage ou le service actif sont interdits à toute personne durant les douze heures qui suivent la constatation :

a) lorsque le test salivaire fait apparaître la présence dans l'organisme d'au moins une des substances visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, b) dont le taux est égal ou supérieur à celui fixé dans le tableau au même paragraphe ;

b) en cas de refus du test salivaire ou de l'analyse de salive sans motif légitime ;

c) s'il n'a pu être procédé, suite à un refus pour un motif légitime ou une impossibilité pratique pour récolter assez de salive, ni au test salivaire ni à l'analyse de salive et que la check-list standardisée visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, a) donne une indication de signes d'usage récent d'une des substances visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, b) ;

d) au cas où le résultat du test salivaire est négatif et que l'intéressé se trouve manifestement en état d'intoxication.

§ 4. Avant que la personne ne soit autorisée à reprendre la navigation, l'accompagnement d'un conducteur en vue de l'apprentissage ou le service actif, un nouveau test salivaire, visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, b) lui est imposé, sans passer par la check-list standardisée visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, a).

L'interdiction visée au paragraphe 3 est renouvelée à chaque fois pour une période de douze heures :

a) lorsque le test salivaire fait apparaître la présence dans l'organisme d'au moins une des substances visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, b) dont le taux est égal ou supérieur à celui fixé dans le tableau au même paragraphe ;

b) en cas de refus de ce test salivaire ;

c) s'il n'a pu être procédé, suite à un refus pour un motif légitime ou une impossibilité pratique pour récolter assez de salive, ni au test salivaire ni à l'analyse de salive et que la check-list standardisée visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, a), donne une indication de signes d'usage récent d'une des substances visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, b) ;

d) au cas où le résultat du test salivaire est négatif et que l'intéressé se trouve manifestement en état d'intoxication.

§ 5. Si la personne invoque un motif légitime pour refuser le test salivaire ou l'analyse de salive, les agents de l'autorité visés à l'article 2 requièrent un médecin pour juger du motif invoqué.

Le contenu du motif légitime ne peut être révélé par le médecin s'il est couvert par le secret médical.

Les frais pour l'intervention du médecin sont à charge de la personne examinée si le refus visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas fondé.

L'impossibilité pratique de collecter assez de salive pour exécuter le test salivaire ou l'analyse de salive ne peut être considérée comme une forme de refus. Les frais du test salivaire sont à charge de la personne examinée si l'infraction visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, est prouvée au moyen d'une analyse sanguine.

#### Art. 5. Analyse de salive

§ 1<sup>er</sup>. Les agents de l'autorité visés à l'article 2, § 2 ou l'autorité requérante imposent une analyse de salive pour la détection de substances qui influencent l'exécution des missions à bord lorsque le test salivaire visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, détecte au moins une des substances visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, b).

En dessous du taux repris ci-dessous, le résultat de l'analyse de salive n'est pas pris en considération :

Substance	Taux (ng/ml)	Stof	Gehalte (ng/ml)
Delta-9-tétrahydrocannabinol (THC)	10	Delta-9-tetrahydrocannabinol (THC)	10
Amphétamine	25	Amfetamine	25
Méthylènedioxyméthylamphétamine (MDMA)	25	Methyleendioxymethylamfetamine (MDMA)	25
Morphine (libre) ou 6-acétylmorphine	5	Morfine (vrij) of 6-acetylmorfine	5
Cocaïne ou Benzoylécgonine	10	Cocaïne of Benzoylécgonine	10

§ 2. Les frais de l'analyse de salive sont à charge de la personne examinée si l'infraction visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, b), est prouvée.

De kosten van de speekseltest zijn ten laste van de onderzochte persoon indien bewezen is dat het gehalte van de stoffen aangegeven in paragraaf 1, b), bewezen is.

§ 3. Het varen, het begeleiden van een bestuurder met het oog op scholing of het actief dienst doen is verboden aan iedere persoon gedurende twaalf uur vanaf de vaststelling:

a) wanneer de speekseltest de aanwezigheid in het organisme aantoonst van minstens één van de stoffen bepaald in paragraaf 1, b) in een gehalte dat gelijk is aan of hoger dan het gehalte bepaald in de tabel van dezelfde paragraaf;

b) in geval van weigering van de speekseltest of speeksanalyse zonder wettige reden;

c) in geval van weigering van de speekseltest omwille van een wettige reden of omwille van een praktische onmogelijkheid voldoende speeksel te collecteren, noch een speekseltest noch een speeksanalyse kon worden uitgevoerd en de gestandaardiseerde checklist bedoeld in paragraaf 1, a), een indicatie geeft van tekenen van recent gebruik van één van de stoffen bedoeld in paragraaf 1, b);

d) in geval het resultaat van de speekseltest negatief is en betrokkene zich blijkbaar bevindt in staat van intoxicatie.

§ 4. Vooreer aan de persoon wordt toegestaan opnieuw te varen, een bestuurder te begeleiden met het oog op scholing of actief dienst te doen, wordt hem een nieuwe speekseltest, bedoeld in paragraaf 1, b), opgelegd, zonder de gestandaardiseerde checklist bedoeld in paragraaf 1, a), te overlopen.

Het verbod bedoeld in paragraaf 3, wordt telkens hernieuwd voor een periode van twaalf uur:

a) wanneer de speekseltest de aanwezigheid in het organisme aantoonst van één van de stoffen bepaald in paragraaf 1, b), in een gehalte dat gelijk is aan of hoger dan het gehalte bepaald in hetzelfde artikel;

b) in geval van weigering van deze speekseltest;

c) in geval van weigering van de speekseltest omwille van een wettige reden of ingeval van een praktische onmogelijkheid voldoende speeksel te collecteren, en de gestandaardiseerde checklist, bedoeld in paragraaf 1, a), die in dit geval wordt overlopen, een indicatie geeft van tekenen van recent gebruik van een van de stoffen bedoeld in paragraaf 1, b);

d) in geval het resultaat van de speekseltest negatief is en betrokkene zich blijkbaar bevindt in staat van intoxicatie.

§ 5. Wanneer de persoon een wettige reden inroept voor het weigeren van de speekseltest of de speeksanalyse, vorderen de in artikel 2 bedoelde overheidsagenten een geneesheer om het ingeroepen motief te beoordelen.

De inhoud van de wettige reden mag door de geneesheer niet worden onthuld als ze door het medisch geheim wordt gedekt.

De kosten voor de tussenkomst van de geneesheer zijn ten laste van de onderzochte persoon indien de in het eerste lid bedoelde weigering niet gegrond was.

De praktische onmogelijkheid voldoende speeksel te collecteren om de speekseltest of de speeksanalyse uit te voeren wordt niet beschouwd als een vorm van weigering. De kosten van de speekseltest zijn ten laste van de onderzochte persoon indien de overtreding bepaald in artikel 5, § 1, door middel van een bloedanalyse bewezen is.

#### Art. 5. Speeksanalyse

§ 1. De in artikel 2, § 2 bedoelde overheidsagenten of de opvorderende overheid leggen een speeksanalyse voor het detecteren van de stoffen die de uitvoering van de opdrachten aan boord beïnvloeden op wanneer de speekseltest bedoeld in artikel 4, § 1, de aanwezigheid aantoonst van één van de stoffen bedoeld in artikel 4, § 1, b).

Onder de hieronder vermelde gehalten wordt het resultaat van de speeksanalyse niet in aanmerking genomen:

§ 2. De kosten van de speeksanalyse zijn ten laste van de onderzochte persoon indien de overtreding bepaald in artikel 4, § 1, b), bewezen is.

§ 3. L'analyse de l'échantillon de salive est faite dans un des laboratoires agréés à cet effet par le Roi en exécution de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière.

La personne qui a subi le prélèvement de salive peut faire procéder, à ses frais, à une seconde analyse de salive, soit dans le laboratoire ayant procédé à la première, soit dans un autre laboratoire agréé par le Roi. Dans le premier cas, elle peut faire contrôler la deuxième analyse par un conseiller technique de son choix.

Les dispositions fixant les règles de l'analyse de salive pour la circulation routière sont également d'application lors de l'exécution du présent arrêté.

#### Art. 6. Analyse sanguine

§ 1<sup>er</sup>. Les agents de l'autorité visés à l'article 2 imposent aux personnes visées audit article de subir un prélèvement sanguin par un médecin requis à cet effet :

a) au cas où le test de l'haleine décelle un taux d'alcool par litre d'air alvéolaire expiré d'au moins 0,22 milligramme et qu'il ne peut être procédé à une analyse de l'haleine ;

b) au cas où il n'a pu être procédé ni au test de l'haleine ni à l'analyse de l'haleine et que l'intéressé donne des signes évidents d'imprégnation alcoolique ou se trouve apparemment dans l'état visé à l'article 3, § 7 ;

c) au cas où il n'a pu être procédé ni au test de l'haleine ni à l'analyse de l'haleine chez les personnes visées à l'article 2 et qu'il est impossible de rechercher des signes d'imprégnation alcoolique ;

d) au cas où le test salivaire détecte au moins une des substances visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, a) dont le taux est égal ou supérieur à celui fixé dans le tableau du même paragraphe et qu'il ne peut être procédé à une analyse de salive ;

e) au cas où il n'a pu être procédé ni au test salivaire ni à l'analyse de salive.

§ 2. Dans le cas du paragraphe 1<sup>er</sup>, d) et e), l'analyse sanguine consiste en une détermination quantitative dans le plasma au moyen de chromatographie en phase gazeuse ou en phase liquide-spectrométrie de masse avec usage de standards internes deutérés pour une ou plusieurs des substances suivantes.

En dessous du taux correspondant, l'analyse n'est pas prise en considération :

Substance	Taux (ng/ml)	Stof	Gehalte (ng/ml)
Delta-9-tétrahydrocannabinol (THC)	1	Delta-9-tetrahydrocannabinol (THC)	1
Amphétamine	25	Amfetamine	25
Méthylènedioxyméthylamphétamine (MDMA)	25	Methyleendioxymethylamfetamine (MDMA)	25
Morphine (libre)	10	Morfine (vrij)	10
Cocaïne ou Benzoylécgonine	25	Cocaïne of Benzoylécgonine	25

§ 3. Les agents de l'autorité visés à l'article 2 sont subir un prélèvement sanguin par un médecin requis à cet effet aux personnes visées au même article, à la demande de celles-ci et à titre de contre-expertise si l'analyse de l'haleine obtenue après application de l'article 3 mesure une concentration d'alcool d'au moins 0,35 milligramme par litre d'air alvéolaire expiré.

§ 4. Les frais de prélèvement et de l'analyse sanguine sont à charge de la personne examinée :

a) si l'infraction prévue à l'article 3, § 6, a), est prouvée ; ou

b) si l'infraction prévue à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, b), est prouvée.

§ 5. La collecte des données du prélèvement sanguin prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, d) et e), se limite aux données strictement nécessaires à l'établissement des infractions au présent chapitre. Ces données ne peuvent être utilisées qu'aux fins judiciaires relatives à la répression de ces infractions. ».

Art. 7. Le chapitre I/1 de l'arrêté royal du 13 novembre 2009 concernant des brevets pour la navigation de pêche maritime, inséré par l'arrêté royal du 26 juin 2020, est abrogé.

Art. 8. La section 2 du chapitre 6 de l'arrêté royal du 28 juin 2019 relatif à la navigation de plaisance est abrogée.

Art. 9. Le chapitre 2 de l'arrêté royal du 22 août 2020 relatif aux marins est abrogé.

§ 3. De analyse van het speekselstaal geschiedt in een van de laboratoria die daartoe door de Koning erkend zijn in uitvoering van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer.

De persoon van wie het speekselstaal is afgenomen, kan op eigen kosten een tweede speekselanalyse laten verrichten in het laboratorium waar het eerste heeft plaatsgehad, of in een ander door de Koning erkend laboratorium. In het eerste geval kan hij op de tweede analyse toezicht laten houden door een technisch raadsman van zijn keuze.

De bepalingen tot nadere regeling van de speekselanalyse voor het wegverkeer zijn eveneens van toepassing bij de uitvoering van dit besluit.

#### Art. 6. Bloedanalyse

§ 1. De in artikel 2 bedoelde overheidsagenten laten de in dat artikel bedoelde personen, een bloedproef ondergaan door een daartoe opgevorderde geneesheer:

a) in het geval de ademtest een alcoholgehalte van ten minste 0,22 milligram aangeeft per liter uitgeademde alveolaire lucht en een ademanalyse niet uitgevoerd kan worden;

b) in het geval noch de ademtest noch de ademanalyse uitgevoerd konden worden en betrokkene duidelijke tekenen van alcoholopname vertoont of zich blijkbaar bevindt in de toestand bedoeld in artikel 3, § 7;

c) in het geval noch de ademtest noch de ademanalyse uitgevoerd konden worden bij de personen bedoeld in artikel 2 en het onmogelijk is na te gaan of er tekenen van alcoholopname zijn;

d) indien de speekseltest minstens één van de stoffen detecteert bedoeld in artikel 4, § 1, a) in een gehalte dat gelijk is aan of hoger dan het gehalte bepaald in de tabel van dezelfde paragraaf, en een speekselanalyse niet uitgevoerd kan worden;

e) in het geval noch een speekseltest noch een speekselanalyse kon worden uitgevoerd.

§ 2. In het geval van paragraaf 1, d) en e), bestaat de bloedanalyse uit een kwantitatieve bepaling op plasma door middel van gas- of vloeistofchromatografie-massaspectrometrie met gebruik van gedeuteerde interne standaarden voor een of meerdere van de navolgende stoffen.

Onder het overeenstemmende gehalte wordt de analyse niet in aanmerking genomen:

§ 3. De in artikel 2 bedoelde overheidsagenten moeten op verzoek van de personen van hetzelfde artikel, en bij wijze van tegenexpertise, deze personen een bloedproef laten ondergaan door een daartoe opgevorderde geneesheer indien de ademanalyse, bekomen na toepassing van artikel 3, een alcoholconcentratie van ten minste 0,35 milligram per liter uitgeademde alveolaire lucht meet.

§ 4. De kosten van het nemen van het bloedstaal en van de bloedanalyse komen ten laste van de onderzochte persoon:

a) indien de overtreding bepaald in artikel 3, § 6, a), bewezen is; of

b) indien de overtreding bepaald in artikel 4, § 1, b), bewezen is.

§ 5. Het inzamelen van de gegevens van de bloedproef bedoeld in paragraaf 1, d) en e), beperkt zich tot deze die strikt noodzakelijk zijn voor de vaststelling van de overtredingen van dit hoofdstuk. Deze gegevens mogen slechts worden gebruikt voor gerechtelijke doeleinden in verband met de bestraffing van deze overtredingen."

Art. 7. Hoofdstuk I/1 van het koninklijk besluit van 13 november 2009 inzake vaarbevoegdheidsbewijzen voor de zeevisserijvaart, ingevoegd door het koninklijk besluit van 26 juni 2020, wordt opgeheven.

Art. 8. Afdeling 2 van hoofdstuk 6 van het koninklijk besluit van 28 juni 2019 betreffende de pleziervaart wordt opgeheven.

Art. 9. Hoofdstuk 2 van het koninklijk besluit van 22 augustus 2020 betreffende zeevarenden wordt opgeheven.

**Art. 10.** Le ministre qui a la mobilité maritime dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier ministre et ministre de la Justice  
et de la Mer du Nord,  
V. VAN QUICKENBORNE

**Art. 10.** De minister bevoegd voor de maritieme mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en minister van Justitie en Noordzee,

V. VAN QUICKENBORNE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2023/42872]

**29 MAI 2023.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 décembre 2017 portant création de la Commission consultative spéciale « Clauses abusives » au sein du Conseil central de l'économie

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de droit économique, les articles XIII.8, alinéa 1<sup>er</sup>, et XIII.9, insérés par la loi du 15 décembre 2013 ;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 2017 portant création de la Commission consultative spéciale « Clauses abusives » au sein du Conseil central de l'économie ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 février 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 20 mars 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 18 avril 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la décision la Commission consultative spéciale « Clauses abusives » du 16 décembre 2022 de supprimer le paiement des jetons de présence et le remboursement des frais de parcours pour les membres effectifs et suppléants, à l'exception du président, des vice-présidents et des membres réputés pour leur valeur scientifique ou technique ;

Considérant la nécessité d'augmenter les jetons de présence des vice-présidents et des membres réputés pour leur valeur scientifique ou technique, en raison de leur contribution particulière au fonctionnement de la Commission consultative spéciale « Clauses abusives » ;

Considérant que le bon fonctionnement et la continuité du service public nécessitent que le présent arrêté prenne effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 afin de préserver l'uniformité au sein de la coupole du Conseil central de l'économie en matière de jetons de présence et de remboursement des frais de parcours, et de faire coïncider leur traitement social et fiscal avec la fin d'une année civile et le début d'une nouvelle année civile ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de la Secrétaire d'Etat à la Protection des consommateurs,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 5 de l'arrêté royal du 13 décembre 2017 portant création de la Commission consultative spéciale « Clauses abusives » au sein du Conseil central de l'économie est remplacé comme suit :

« Art. 5. Aux président, vice-présidents et membres réputés pour leur valeur scientifique ou technique de la Commission qui n'ont pas qualité d'agent de l'Etat au sens de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, est octroyé, par séance, un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

a) 120,5 euros au président et

b) 75 euros aux vice-présidents et membres réputés pour leur valeur scientifique ou technique. ». L'article 6 du même arrêté est remplacé comme suit :

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2023/42872]

**29 MEI 2023.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 december 2017 houdende oprichting van de bijzondere raadgevende commissie "Onrechtmatige bedingen" binnen de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van economisch recht, de artikelen XIII.8, eerste lid en XIII.9, ingevoegd bij de wet van 15 december 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 2017 houdende oprichting van de bijzondere raadgevende commissie "Onrechtmatige bedingen" binnen de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 februari 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 20 maart 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 18 april 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de beslissing van de bijzondere raadgevende commissie "Onrechtmatige bedingen" van 16 december 2022 tot afschaffing van de betaling van de presentiegelden en van de terugbetaling van de reiskosten voor de effectieve en plaatsvervangende leden, met uitzondering van de voorzitter, de ondervoorzitters en de leden befaamd wegens hun wetenschappelijke of technische waarde;

Overwegende de noodzaak om de presentiegelden te verhogen voor de ondervoorzitters en de leden befaamd wegens hun wetenschappelijke of technische waarde, gelet op hun bijzondere bijdrage voor de werking van de bijzondere raadgevende commissie "Onrechtmatige bedingen";

Overwegende dat de goede werking en de continuïteit van de openbare dienst vereisen dat dit besluit uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2023 teneinde de uniformiteit binnen de koepel van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven te bewaren inzake presentiegelden en de terugbetaling van de reiskosten, en de sociale en fiscale behandeling ervan te laten gelijklopen met het einde van een kalenderjaar en de start van een nieuw kalenderjaar;

Op de voordracht van de Minister van Economie en de Staatssecretaris voor Consumentenbescherming,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 5 van het koninklijk besluit van 13 december 2017 houdende oprichting van de bijzondere raadgevende commissie "Onrechtmatige bedingen" binnen de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven wordt vervangen als volgt:

"Art. 5. Aan de voorzitter, ondervoorzitters en leden befaamd wegens hun wetenschappelijke of technische waarde van de Commissie die geen lid zijn van het rijkspersoneel in de zin bepaald door het koninklijk van 2 oktober 1937 houdende statuut van het rijkspersoneel, wordt, per vergadering, een presentiegeld toegekend waarvan het bedrag vastgesteld is als volgt:

a) 120,5 euro aan de voorzitter en

b) 75 euro aan de ondervoorzitters en leden befaamd wegens hun wetenschappelijke of technische waarde." Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:"